

Ecologie et société : faire passer les valeurs avant la valeur

La crise écologique que nous vivons n'est pas seulement un « événement grave », comme l'humanité en a déjà connus dans son Histoire ; ce n'est pas un dérèglement passager, une sorte de maladie qu'il suffirait de soigner avec nos médecines habituelles. Ce n'est pas non plus une simple « impasse », d'où il suffirait de faire « machine arrière toute » pour se sortir, avec l'illusion de pouvoir revenir à un hypothétique « âge d'or » perdu. Cette crise représente *un moment historique pour les sociétés humaines*, un moment où des choix collectifs importants ne peuvent plus être éludés, à moins de considérer qu'il n'y a plus rien à faire, ou bien que la combinaison des progrès techniques et des « mécanismes du Marché » nous sauvera.

C'est, sans doute, pour la première fois dans l'histoire mouvementée du capitalisme, qui n'est rien d'autre, précisément, que la dictature irresponsable de ce fameux « Marché », désormais étendue à toute la planète Terre, qu'il rencontre ses deux limites absolues : *l'épuisement de la nature et l'épuisement du travail*. Il sera ici surtout question de la nature, bien qu'il y ait tant à dire sur la dévastation du travail à laquelle nous assistons, malgré ou plutôt à cause de la conception de la « valeur-travail » portée entre autres par M. Sarkozy et ses amis et maîtres du MEDEF.

Précisons qu'il y a 140 ans que ces deux limites ont été mises en évidence : « *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production social qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ». (Karl Marx ; *Le capital*, livre I, 1867).

La crise écologique, un moment et une urgence historiques¹

Les sociétés humaines sont menacées pour la première fois dans leur existence physique du fait de leur activisme économique et technique. Certes, il y entre 60 et 70 ans, l'invention, la fabrication et finalement l'utilisation de la bombe atomique, nous avaient déjà montré la puissance de destruction acquise par les humains. Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ont représenté plus qu'un acte militaire, ils ont aussi enclenché un processus sans retour. C'est un défi à la pensée, « *une angoisse nouvelle et définitive* » comme le disait Albert Camus dans le journal *Combat* en 1945. Cette angoisse est nourrie par la conscience que nos capacités à fabriquer des « outils » excèdent notre capacité à imaginer les conséquences de leur utilisation. Ces événements ont été occultés, après la guerre, par la découverte des meurtres de masse perpétrés par la barbarie nazie et de l'effondrement de la démocratie dans les systèmes totalitaires. Ils ont également été recouverts par la croyance renouvelée au progrès et à la capacité des humains à contrôler leurs objets de puissance.

La catastrophe de Tchernobyl en 1986 a constitué comme un retour de ce refoulé, un événement fondateur d'une conscience nouvelle, malgré le voile qui a masqué sa gravité et celle de ses suites. Au-delà de l'événement lui-même, et des mensonges étatiques et technocratiques qui l'accompagnent encore, c'est bien, d'une part, la force d'inertie du système techno-industriel, gouverné par la seule recherche de la performance économique,

¹ Pour cette partie, l'auteur est redevable à Geneviève Azam, de la Commission d'Attac « Ecologie et Société », dont il fait partie.

technique, financière et, d'autre part, la soumission de la plupart des « élites » politiques aux exigences de ces performances, qui se trouvent remises en cause.

Aujourd'hui, le dérèglement climatique, la diminution accélérée de la biodiversité, l'épuisement des ressources fossiles non-renouvelables, la crise alimentaire et la crise sanitaire à venir du fait de la contamination de notre environnement par les produits chimiques,... tout cela ne constitue pas des déflagrations nucléaires. Ce sont toutefois de très graves menaces pour les sociétés humaines dans leur existence physique, tout en étant le produit direct de l'activité des humains. La crise écologique est bien une *crise systémique*, au double sens d'une crise qui *fait système*, dont les différents éléments se renforcent les uns les autres, et d'une crise d'*un système* socio-économique.

Enfin, il faut constater que ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent les premiers et le plus des catastrophes écologiques. Dans les pays du Sud, évidemment, soumis aux premiers effets du changement climatique, on constate déjà les migrations de plusieurs dizaines de milliers de « réfugiés climatiques », obligés de quitter leur maison, leur terre, leur travail, par la montée des eaux de l'océan ou bien par l'épuisement des sols lié à la déforestation, à la pollution chimique, au gaspillage de l'eau par l'agriculture industrielle. Les populations du Sud sont aussi les premières victimes des conflits, ou des comportements néo-colonialistes, qui accompagnent l'activité des pays développés pour s'assurer le contrôle des ressources fossiles subsistantes. Mais dans les pays du Nord, également, tout près de nous, nous observons que ce sont les familles les plus modestes, qui subissent les conditions environnementales les plus dégradées et les nuisances les plus fortes par la relégation urbaine, faute d'avoir un quelconque choix sur leur lieu d'habitation.

Sur quelques fausses solutions

On nous parle aujourd'hui de « développement durable », un développement qui concilierait la protection de l'environnement, la prise en compte du bien-être social et la poursuite de la même croissance économique.

Ce concept veut à toutes forces concilier la croissance économique telle que nous la connaissons avec l'idée de durabilité. Or, les deux concepts se réfèrent à des niveaux d'abstraction et à des systèmes de raisonnement différents. La croissance trouve sa définition dans des agrégats monétaires de « production ». Pour reprendre la géniale distinction opérée dans l'Antiquité par Aristote entre *la valeur d'échange* et *la valeur d'usage*, la croissance résulte d'une sommation de valeurs d'échange créées surtout par l'activité marchande (économique) ou dans une moindre mesure non marchande (enseignement et soins, notamment). Mais l'accumulation de valeur d'échange ne connaît pas de limite propre dès lors que les propriétaires du capital trouvent la possibilité de dégager un profit de production, c'est à dire d'exploiter du travail humain. Par contre, la « durabilité » écologique se rapporte à des processus physiques singuliers et hétérogènes, soumis par conséquent aux limites du monde physique. L'idée de croissance à laquelle fait référence l'économie dominante est détachée du monde physique et n'a d'autre signification concrète et mesurable que l'augmentation des agrégats en termes monétaires de revenu ou de produit national. La crise écologique nous rappelle cette évidence que notre monde physique et ses ressources sont limités, contrairement à la valeur monétaire qui, par essence, est susceptible de croître à l'infini. Aujourd'hui, il faut choisir ce qui a le plus d'importance.

La crise écologique est devenue visible pour tous et se présente comme le résultat du productivisme. Dans la dynamique de valorisation capitaliste, la production comme fin en soi – le productivisme – ne signifie pas la production la plus grande possible de valeurs d’usage, comme s’il s’agissait d’une convoitise pour quelque chose de concret. Beaucoup présentent les choses ainsi de façon erronée, comme si on avait affaire à une pulsion irrépressible de s’entourer de richesses matérielles ou de transformer le monde. Non, la « production pour la production » signifie en réalité la production la plus grande possible de valeur d’échange et de plus-value, qui est le but suprême du capitaliste (« *Accumulez, accumulez : c’est la Loi et les Prophètes !* », disait Marx). C’est cette valeur d’échange qui est considérée comme la seule « valeur » digne d’intérêt et qui, littéralement, finit par détruire toute valeur d’usage, notamment celle de la nature.

Alors, faudrait-il la décroissance ? Cette notion renvoie exactement aux mêmes questions que la croissance : décroissance de quoi ? Pour qui ? Comment ? Quand on pose ces questions à des tenants de la décroissance, la plupart admettent sans peine qu’il ne s’agit pas de tout faire décroître et pour tout le monde, et que tous les habitants de la planète ont des droits à bénéficier de ce dont nous bénéficions déjà au Nord : l’accès à l’eau potable, à une alimentation saine, à l’instruction, à la santé, ... ce qui suppose une certaine croissance. Mais s’il faut fournir toutes ces explications, c’est donc que le slogan n’est pas très bon.

Que de mauvais procès ont été faits à ses partisans à cause de lui ! Et de l’autre côté, que de confusions et d’amalgames ont été faits entre la croissance et le développement, entre l’économie et l’économie capitaliste centrée sur la valeur d’échange qui nous dirige ! Aristote avait songé à deux termes, mais l’usage n’en a gardé qu’un seul : d’une part, l’économie – *oikonomos*, c’est à dire les règles de bonne gestion d’une maison, dont nous retrouvons du reste la racine grecque *oikos* (« maison ») dans le mot « écologie » – et il ne saurait être question de « sortir de l’économie » en ce sens, car toutes les sociétés humaines, même au fin fond de l’Amazonie, la pratiquent et l’ont pratiquée ; d’autre part la *chrématistique*, art d’acquérir des richesses qui renvoie donc au gain marchand et qui, dans le capitalisme, a fini par effacer totalement le premier sens. De la même manière, dans la théorie économique néo-classique régnante, aussi bien que dans la pratique sociale qui en découle, la valeur d’échange a colonisé la valeur d’usage, en réduisant la seconde à la première, seule à pouvoir participer à l’accumulation privée du capital.

Il convient de se garder de la « fausse bonne idée » qui consisterait à donner une valeur d’échange, soi-disant pour les protéger, à la nature, au temps libre, aux activités humaines fondées sur le don gratuit, etc. Il s’agit d’un sujet d’actualité puisque M. Sarkozy vient de mettre en place une commission chargée de proposer de nouveaux indicateurs de richesse, dirigée par deux « prix Nobel d’économie » et à laquelle participe aussi un membre du Conseil scientifique d’Attac, dont on peut craindre qu’il n’y soit piégé.

De bons esprits dans cette commission s’imaginent que, puisque le marché ne reconnaît pas spontanément une valeur à la nature et au loisir, il faut lui en donner une, en créant un marché, justement². Or la lumière solaire a une valeur d’usage – elle est donc une richesse – mais n’a pas et ne peut avoir de « valeur » au sens économique. Une ressource naturelle inexploitée, parce qu’elle serait inatteignable ou qu’elle devrait être préservée, est une richesse qui n’a pas de « valeur » économique, en l’absence précisément d’exploitation. De même, le lien social et le temps libre sont des richesses, mais ne sont pas susceptibles de « valorisation » économique. Leurs « valeurs » ne ressortissent pas au registre économique, mais aux registres du politique, de l’éthique et de l’esthétique ; elles ne relèvent pas de la

² Jean-Marie Harribey, *La richesse du loisir n’est pas de la valeur*, texte de travail, mai 2008.

valeur (économique), mais *des* valeurs (éthiques). Elles sont incommensurables avec la valeur des marchandises, ni même avec celle des productions non marchandes. Elles ne sont donc pas intégrables dans le PIB, à moins d'être rabaissées, de faire l'objet d'une réductionnisme fatal et, finalement, de devenir de nouveaux enjeux pour la valorisation du capital.

Quelques pistes de réflexion et d'action : pour de nouvelles valeurs

« Croissance et décroissance sont dans un bateau. La valeur monétaire tombe dans l'eau, qu'est-ce qu'il reste ? Rien ! »

Les deux notions, au sens que leur donne l'économie, paraissent aussi piégées l'une que l'autre, puisqu'elles se réfèrent toutes deux à la valeur d'échange ; il est préférable d'évoquer la mise à bas de la prééminence de la valeur d'échange pour réhabiliter la valeur d'usage. Les sociétés développées sont sur un mauvais chemin ; il s'agit de changer de chemin, et pas de revenir sur nos pas, car aucune société humaine ne peut le faire.

En revanche, l'expression d'« objecteur de croissance » est satisfaisante : l'objecteur, c'est celui qui objecte, qui se pose et pose des questions. Et parmi ses questions, celle de nos besoins réels, nous les « riches » du Nord, celle du bon usage et celle du mauvais usage, le « mésusage » comme le dit Paul Ariès³. Celui-ci cite notamment le cas, devenu classique, du prix identique de l'électricité que paie le riche pour chauffer l'eau de sa piscine privée (mésusage) et celui que paie le pauvre pour s'éclairer et cuire ses aliments. Mais les exemples abondent : le « bonheur » de plusieurs voyages lointains en avion chaque année, la « joie » de posséder les derniers gadgets de l'électroménager (« Non, Moulinex ne libère pas la femme ! »), la « plaisir » de vivre en maillot de bain chez soi quand il gèle dehors, le « nirvâna » de la télévision et de l'ordinateur dans toutes les pièces, le « désir » de manger des primeurs en hiver et des fruits exotiques toute l'année, etc.

On l'aura compris, il nous faut revisiter radicalement la notion de « progrès ». Il nous faut envisager de limiter, par le débat démocratique, certaines utilisations possibles de la technique. Il ne s'agit pas d'encadrer politiquement la recherche scientifique, à la Lyssenko, mais de soumettre ses applications possibles, la réalisation des objets techniques, au débat public. La fuite en avant technologique est aujourd'hui le moyen le plus sûr d'évacuer la question des finalités. L'exemple récent le plus frappant est celui des agro-carburants. Le seul objectif qui a été considéré par les puissances étatiques et économiques dominantes pour encourager le développement a été la nécessité de combler à terme la pénurie de pétrole... sans se poser la question de la finalité et de l'utilité des déplacements de personnes et de la multiplication des transports de marchandises⁴, ni d'ailleurs, comme on l'a bien vu, des conséquences pour l'agriculture vivrière des pays du Sud.

Cependant, il faut aussi bien rejeter la technophobie, car nous aurons encore besoin d'innovations techniques, précisément pour nous aider devenir plus sobres et aussi pour travailler moins, afin de vivre davantage. Par ailleurs, la technophobie, si l'on y réfléchit un instant, présente pour les dominants le grand intérêt de les exonérer de leur responsabilité dans l'usage qui est fait de la technique. En effet, les technophobes en viennent à considérer que le mal réside dans la technique elle-même quand ce n'est pas, par un amalgame encore plus douteux, dans la recherche scientifique.

Simplement, tout ce que nous *pouvons faire* ne devra plus inéluctablement *être fait*.

Nous aurons par exemple à limiter nos déplacements et à mettre en place un nouvel aménagement du territoire, une nouvelle organisation de l'espace, aussi bien en ce qui

³ Paul Ariès, 2007, *Le mésusage*, Parangon.

⁴ Cf. le « 4-pages » d'Attac de janvier 2008 : « *Transport, énergie et effet de serre : l'impasse néo-libérale* », accessible sur le site de l'association à l'adresse : <http://france.attac.org/spip.php?article8127>

concerne l'habitat que les activités de production de biens et de services, afin de relocaliser l'économie en donnant systématiquement la priorité aux circuits courts. A la base de la réhabilitation de la valeur d'usage, nous aurons à imposer la durabilité et la facilité de réparation des biens que nous utilisons, contre toutes les tendances actuelles à l'obsolescence rapide, au jetable et au renouvellement incessant pour poursuivre des « modes » fabriquées à grand renfort de publicité⁵.

Cela ne se fera pas du jour au lendemain et une des questions parmi les plus délicates consiste à réfléchir aux nécessaires transitions et à les mettre en place, en prenant soigneusement en compte les situations sociales extrêmement diverses des membres de la société. C'est une approche gradualiste, mais il ne faut pas se dissimuler que notre horizon doit bien être celui d'un dépassement du capitalisme. Dans ce processus, l'exigence de démocratie devra être permanente.

En effet, il s'agit, pour certains d'entre nous, de nous auto-limiter, de nous fixer des objectifs de sobriété volontaire, de renoncer à certains objets ou à certaines distractions pas vraiment utiles. Il faut que nous le fassions par nous-mêmes, que nous en discutons ensemble, que la collectivité nous y aide car, faute de cela, l'un des risques que nous fait courir la crise écologique est celui, sous la pression de la rencontre prochaine des limites, d'une restriction autoritaire de notre liberté, par un pouvoir écolo-totalitaire qui, n'en doutons pas, laisserait aux plus fortunés la licence du gaspillage...

Un autre risque est celui de la dépolitisation de l'écologie, dont le récent « Grenelle de l'environnement » constitue un bon exemple. Cette dépolitisation, orchestrée par l'Etat avec l'aide des médias, consiste à instrumentaliser la crise écologique en affichant un slogan du genre : « *Tous unis pour sauver la planète !* ». Cette opportune unanimité de façade permet d'occulter, en les évacuant, les antagonismes sociaux et les inégalités, y compris d'ailleurs celles qui existeront face aux conséquences de cette crise elle-même. On retrouve la même dépolitisation à l'œuvre dans la rhétorique d'un Nicolas Hulot, selon lequel : « *Nous sommes tous également responsables* »..., ce qui revient à dire qu'il n'y aurait aucun responsable en particulier ; il n'est guère étonnant qu'un tel discours trouve pleinement grâce auprès des maîtres de l'organisation marchande et de leurs serviteurs étatiques.

Il est possible que l'agonie du capitalisme ait déjà commencé, sous l'effet de ses propres contradictions face à des limites qu'il n'a jamais voulu envisager, car il est par essence incapable d'envisager des limites à l'accumulation du capital, sa chair et son sang. Mais de la rencontre de ces limites, il ne faut surtout pas déduire que, puisque le capitalisme finira par crever tout seul, il n'y aurait qu'à attendre. Car alors, il ne laisserait derrière lui que la ruine, la désolation et l'anomie, comme c'est déjà le cas dans certains pays du monde où les propriétaires du capital ne jugent pas, ou ne jugent plus, intéressant d'aller exploiter le travail, laissant ces pays être gouvernés par la logique primitive de violence et d'accaparement de « seigneurs de la guerre ». Contrairement aux illusions d'un certain marxisme vulgaire, marqué par une vision eschatologique, il n'y a aucune raison « scientifique » que le socialisme succède automatiquement au capitalisme. L'écologie, qui est par excellence la science des limites biologiques du réel, nous montre précisément qu'il ne faut certainement pas fonder notre avenir, comme le disait ironiquement Jean Chesneaux, sur « *le développement impétueux des forces productives* »...

⁵ Les dépenses publicitaires en France se sont élevées en 2007 à 32,7 milliards d'euros ! (Sources : France-Pub et Institut d'études et de recherches publicitaires).

Il convient enfin de se garder d'une illusion individualiste, répandue chez nombre de personnes, d'ailleurs très sympathiques et proches des mouvements altermondialiste et écologiste.

Comme cela a été évoqué *supra*, il ne faut pas mépriser le rôle des changements des comportements individuels dans la construction d'un autre monde. Concrètement, il est hautement préférable, si l'on en a la possibilité, de manger « bio », de s'approvisionner en fruits et légumes dans une AMAP⁶, d'utiliser des ampoules à basse consommation, de se déplacer à pied, à bicyclette ou en transport en commun, etc. Il convient aussi de le faire par un souci élémentaire de cohérence, car quelle importance accorder à de belles idées si ceux qui les popularisent ont dans leur vie quotidienne une activité pratique qui leur est complètement opposée ?

Ceci posé, il ne faut surtout pas croire, ou faire croire, que les seuls changements des comportements individuels pourront conduire, même s'ils y contribuent, à changer l'organisation sociale. Pour cela, l'action collective et la construction de rapports de forces seront toujours indispensables. Cet « autre monde possible », nous devons le construire, ensemble, et lutter pour cela. Au-delà des contradictions qui existent nécessairement, c'est à la convergence des mouvements sociaux, des mouvements de solidarité Nord-Sud, des mouvements écologistes que nous avons à œuvrer pour penser et imposer des mesures à la hauteur des enjeux du moment historique que nous vivons. Parmi ces mesures, l'instauration de biens communs (eau, air, climat... et services publics) et la mise en place de leurs financements sous forme de taxes globales⁷ ne seront certainement pas obtenus sans conflits ouverts avec les intérêts privés dominants.

La crise écologique n'est pas fatale : ce que l'action des humains, pris dans des rapports économiques et sociaux particuliers et dans les représentations particulières qui en découlent, a produit, l'action des humains doit pouvoir le défaire.

⁶ Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

⁷ Geneviève Azam, Jacques Cossart, Vincent Drezet, Laurent Hutinet, Philippe Mühlstein, Éric Toussaint, *Quelle taxe pour préserver ce bien public qu'est le climat ?*, Article, hebdomadaire *Politis* du 21 février 2008.